



PLENIERE DU 7 DECEMBRE 2009

RAPPORT « ECONOMIE »

Intervention de Claude Taleb, Conseiller régional, membre de la commission « Action économique », pour le groupe des Verts

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

Comme vous le savez nous ne partageons pas l'optimisme de la majorité de la majorité régionale, et sans doute de cette assemblée, sur l'opportunité d'apporter un soutien à cette filière énergie, dans les conditions où elle est créée.

Notre position est dans la droite ligne de la position que nous avons soutenue lors du vote du BP 2009. Nous nous étions alors prononcés en faveur d'une filière énergie / efficacité énergétique, en soulignant cette dernière exigence.

On ne fera d'ailleurs pas injure de le reprocher aux cinq fondateurs qui se sont octroyés le contrôle de cette filière : leur objet, leur métier, ce n'est pas l'efficacité énergétique, ce ne sont pas les économies d'énergie, c'est, à la marge, un peu d'énergies renouvelables,...

Leur métier c'est le mix énergétique, c'est à dire la production et la distribution de toujours plus d'énergies, fossiles et renouvelables.

C'est en quelque sorte non pas la sobriété énergétique mais la profusion énergétique.

C'est d'ailleurs un effet pervers de la libéralisation du secteur des énergies que d'encourager des comportements opportunistes.

Nous en avons l'illustration spectaculaire avec le projet Gaz de Normandie / Poweo qui veut nous imposer un terminal méthanier dédié à une importation de gaz sans aucune justification stratégique ou d'intérêt général. Là où le bât blesse c'est précisément que Poweo figure justement parmi les membres fondateurs, aux côtés des classiques Total, Exxon, Edf, Gdf Suez.

Comment croire que les cinq membres fondateurs qui ont pris la précaution de verrouiller les statuts de l'association Energies haute Normandie afin d'en détenir le pouvoir exclusif, mettront demain l'outil à destination des PME-PMI régionales et des acteurs publics et privés préoccupés de réduire notre dépendance aux énergies fossiles, pétrole, gaz naturel, ou uranium ?

Avec 350 KWh consommées par an par mètre carré bâti (chiffres de l'Ademe) , notre région se situe dans la fourchette haute des consommations. Elle est en outre plombée par le poids de l'industrie nucléaire. Avec 0,3 % d'électricité produite par les renouvelables, elle est la dernière de la classe.

Nous souhaitons qu'elle suive des cours de soutien accéléré pour rattraper son retard et se tourner délibérément vers les énergies de l'avenir, les « énergies du littoral », l'éolien offshore, les énergies marines...

Retarder ce tournant, c'est prolonger la précarité énergétique, accroître les difficultés des familles qui payent chaque mois les charges et les factures des logements mal isolés ou chauffés à l'électricité.

Nous ne sommes pas opposés au dialogue avec ces grands acteurs économiques du secteur de l'énergie. Ce dialogue est indispensable, ne serait ce que pour leur faire mieux prendre en compte les besoins de la société et les exigences écologiques et aussi pour anticiper l'incontournable conversion vers des sources d'énergies moins émettrices de gaz à effet de serre.

Mais, donner les clés de la maison énergie à ses seuls producteurs c'est comme confier la conduite des politiques publiques anti-tabac à un marchand de clopes.

Le sommet mondial sur le climat s'ouvre aujourd'hui.

Nous espérons qu'il en résulte bien mieux que des paroles : des actes !

La subvention dont le principe est inscrit dans ce document fera ultérieurement l'objet d'une individualisation qui sera l'occasion de nouveaux échanges entre nous.

Sans attendre, nous souhaitons aujourd'hui réaffirmer notre opposition pleine et entière à ce choix par un vote négatif du groupe des élus verts sur l'alinéa 91.d.1.6 inscrit à ce budget primitif.